



**Erika Schnyder, syndique  
Commune de Villars-sur-Glâne  
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique  
(Cinquante-deuxième billet,  
novembre 2017)**

Chères et Chers habitants de la Commune,

Machiavel nous a laissé cette célèbre citation : « En politique, le choix est rarement entre le bien et le mal, mais entre le pire et le moindre mal ». Pour cynique – certains diraient machiavélique – qu'elle soit, elle n'en demeure pas moins si appropriée.

Nous sommes, en tant qu'édiles, appelés à opérer constamment des choix et ceux-ci se doivent d'être les meilleurs pour la collectivité. Mais parfois ils représentent de véritables casse-tête et oscillent entre peste et choléra. Un conseiller communal n'a pas le droit de s'abstenir, il doit se déterminer, même s'il estime que l'une ou l'autre solution offre autant d'avantages et qu'il peine à les départager. En son âme et conscience, il optera pour celle qui, à ses yeux, constitue, à défaut de la meilleure, la moins mauvaise, tout en sachant que, quel que soit son choix, il se fera critiquer. Là n'est, en fin de compte, pas le problème.

Le problème est qu'il faut souvent chercher des compromis, prendre des décisions courageuses, savoir faire des sacrifices, oser innover et surtout ne pas craindre de se faire vouer aux gémonies. Car forcément le choix va déplaire, tous ne pensant pas de la même manière. Tant qu'il y a confrontations d'idées, on reste dans un débat démocratique et sain. Mais lorsque cela tend à devenir un moyen de régler des comptes personnels, cela peut devenir dangereux pour nos valeurs sociétales.

Une première décision vient d'être prise par le Conseil communal, aux termes d'un choix cornélien : soutenir financièrement ou pas l'implantation d'une piscine. Le même choix a incombé au Conseil général. La question de fond n'était pas de savoir s'il était opportun ou non de construire une piscine, mais si c'était vraiment à la commune de préfinancer les études. Après un débat nourri, une solution de compromis a pu être dégagée. La sagesse a voulu que tant l'exécutif que le législatif aient su éviter l'épreuve de force et se rallier au compromis. Personne n'a perdu la face et le bien public a pris le dessus. Mais la partie est loin d'être terminée, sur ce point. Car d'autres questions viendront inmanquablement se poser, en particulier s'agissant de la prise en charge d'un éventuel déficit d'exploitation. Là encore, les édiles communaux vont devoir se prononcer sur des options qui ne feront – et de loin – pas l'unanimité.

Ces prochaines semaines, le Conseil communal et le Conseil général devront à nouveau faire des choix. Comme à chaque automne, c'est la période du budget. Le budget est un moment crucial au cours de l'année politique pour une commune; il peut donner lieu à de belles empoignades. Chaque année, au printemps, les comptes sont adoptés sur la base d'un budget qui aura été décidé l'automne précédent. Quel soulagement s'ils se révèlent meilleurs que les prévisions budgétaires ! Cette année, les discussions relatives au budget s'annoncent difficiles à plus d'un titre. Les rentrées fiscales se dégradent, particulièrement pour ce qui est des personnes morales ou stagnent s'agissant des personnes physiques.

Or, c'est, pour l'essentiel, grâce à ces revenus que le ménage communal tourne. Les autres taxes ne suffisent pas à combler les manques et à faire face aux accroissements des dépenses. Celles-ci, justement, sont en nette hausse, pour ce qui est des dépenses liées et de la péréquation intercommunale. En revanche, pour les charges en mains de la commune, la maîtrise des coûts a pu être assurée, en évitant des augmentations, en réduisant ou en supprimant des postes, mais aussi en recherchant d'autres recettes. Le Conseil communal a été contraint de revoir certains tarifs et émoluments à la hausse : émoluments de naturalisation, frais scolaires, participations à diverses activités, etc. Il a aussi opté pour l'introduction progressive, au cours de l'an prochain, de nouvelles taxes destinées à couvrir les dépenses qu'elles induisent, telles le parcage payant ou la taxe non-pompier. A ne pas douter, ces options, mais aussi le budget dans son ensemble, vont générer des discussions nourries. Il reste à espérer que celles-ci se déroulent dans le respect des uns et des autres, des prérogatives que la loi attribue à chaque entité politique et que chacun assume ses responsabilités.

Le succès n'est pas définitif, l'échec n'est pas fatal, c'est le courage de continuer qui compte (Winston Churchill).

Erika Schnyder, syndique